

CE, section, 27 mars 2019, Synd. CFDT des affaires étrangères et a., n° 424394 et a., au Recueil

- Critères de l'emploi à la décision du Gouvernement : association de manière étroite à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement, eu égard aux missions et au niveau de responsabilité
- Contrôle normal du juge sur la décision d'inscrire un emploi sur la liste de ceux laissés à la décision du Gouvernement

CE 30 janvier 2019, Synd. national pénitentiaire FO, n° 409384, au Recueil

- détachement d'un fonctionnaire : obligation de consultation de la CAP du corps d'accueil
- détachement d'office ou fin de détachement à l'initiative de l'administration d'origine : obligation de consultation de la CAP du corps d'origine
- possibilité de déroger à ces principes dans les statuts d'emploi

CE 13 mars 2019, Mme D... c/ communauté d'agglomération du choletais, n° 407795, au Recueil

- conditions de reconnaissance de l'imputabilité d'une maladie au service (point 3)
- considérant de principe applicable à toutes les formes de maladie, y compris en cas de dépression (cas d'espèce)

Autres jurisprudences évoquées :

CE 6 février 2019, Mme P..., n° 415975, aux tables

CE avis, 5 avril 2019, M. V..., n° 426281, aux tables du Recueil

CE 28 juin 2019, Mme B... et synd. SGEN-CFDT de l'académie de Versailles, n° 415863, au Recueil

- des faits de harcèlement moral peuvent être le fait d'un subordonné de l'agent
- la responsabilité de l'administration en raison de faits de harcèlement moral peut être engagée même en l'absence de faute de sa part
- possibilité dans ce cas de demander au juge, en cas de faute personnelle d'un autre agent ou d'autres agents, de faire peser sur ces derniers la charge de la réparation

CE 1er février 2019, M. I..., n° 421694, au Recueil

- La protection fonctionnelle (PGD) est due aux agents non-titulaires de l'Etat recrutés à l'étranger, alors même que leur contrat est soumis au droit local
- Dans des circonstances très particulières, la protection peut impliquer la délivrance d'un visa ou d'un titre de séjour à l'intéressé et à sa famille

Autre jurisprudence évoquée :

CE, 24 juillet 2019, Min. de l'économie et des finances c/ M. C..., n° 430253, aux tables du Recueil